

LE DEVOIR

LIBRE DE PENSER

La politique du désabusement

MANON CORNELLIER, LE DEVOIR

Published on: December 11, 2011

Imaginez un gouvernement qui défend les mensonges de ses ministres, même les plus flagrants. Qui fait de même avec les manœuvres sournoises contre un député adverse, comme celles que subit actuellement le libéral Irwin Cotler. Un gouvernement qui fait fi des faits et de la recherche qui contredisent ses choix, qui fait la sourde oreille à quiconque essaie de le convaincre de mettre de l'eau dans son vin, qui nie les problèmes même quand les plaintes s'accroissent. Un gouvernement, finalement, qui n'en fait qu'à sa tête, qui poursuit ses lubies et trouve l'argent pour les financer (comme ces 7,5 millions qui serviront en 2012 à célébrer le jubilé de diamant de la reine Elizabeth) pendant que des citoyens, ceux d'Attawapiskat entre autres (qui n'ont eu droit qu'à 8,6 millions sur cinq ans pour le logement), n'ont pas de toit digne de ce nom pour passer l'hiver.

C'est pourtant ce qui se passe à Ottawa actuellement et qui alimente fort probablement le cynisme ambiant à l'égard de la politique et le refus de voter d'un nombre croissant de citoyens.

À chaque élection, on voit grossir les rangs des dégoûtés de la politique et le mouvement est particulièrement marqué depuis le tournant du millénaire. Le plus bas taux de participation aux élections fédérales durant tout le XXe siècle était de 66,4 %, un chiffre trompeur car en général, durant cette période, le taux de participation dépassait 70 %. Il a même frôlé 80 % à plusieurs reprises. En 2000, par contre, c'est la chute (61,7 %). On observe un rebond en 2006 (64,7 %), mais pour mieux glisser par la suite. En 2008, le taux de participation est à son plus bas en plus d'un siècle (58,8 %), pour légèrement remonter le 2 mai dernier (61,1 %).

L'organisme de recherche indépendant Samara a tenté, après les élections du printemps dernier, de cerner les raisons qui amènent les gens à bouder les urnes. Dans un rapport qui sera rendu public aujourd'hui et intitulé «Les vrais désabusés: perspectives de citoyens inactifs sur la démocratie et la politique», les chercheurs soulignent qu'il y a des gens qui n'ont aucun intérêt à voter et ne le feront jamais, mais que beaucoup de gens qui aujourd'hui ne votent pas l'ont déjà fait par le passé. Ils ont déjà cru en ce système et l'organisme a voulu savoir pourquoi ils avaient perdu la foi.

Samara, qui se consacre à l'étude de «la participation citoyenne au sein de la démocratie canadienne», a donc réuni huit groupes d'électeurs, sept composés de personnes devenues inactives et un autre formé de personnes politiquement actives. Il a constaté que les citoyens inactifs, toutes catégories socioéconomiques confondues, ne sont pas ignorants de la chose politique, mais qu'ils ont acquis la conviction, à travers leur expérience personnelle, qu'on ne cherche pas à répondre à leurs préoccupations, que leur parole ne compte pas, qu'on les ignore délibérément. Ils se sentent impuissants et étrangers de tout le processus. Ils en viennent à cette conclusion après avoir eu affaire sans succès au système, un système qu'ils associent indistinctement aux fonctionnaires, aux politiciens et au gouvernement en général.

LE DEVOIR

LIBRE DE PENSER

Fait intéressant, cependant, ces mêmes citoyens désabusés croient, comme leurs concitoyens politiquement actifs, en la démocratie. Ils ne l'assimilent pas à la politique et l'idéalisent même. Leur déception est d'autant plus grande quand, armés d'attentes modestes, ils n'arrivent pas à se faire entendre ou à obtenir l'aide dont ils ont besoin. Le désengagement est alimenté par l'«écart entre la réalité de la politique et leur conception de la démocratie».

Professeur à l'Université Carleton, André Turcotte a participé à l'étude. Il dit que ces électeurs inactifs «ne sont ni cyniques ni paresseux. Ils sont désabusés parce que le système les a laissés tomber». Et souvent plus d'une fois, ce qui fait qu'il ne sera pas facile de rétablir les ponts entre la politique et eux, dit M. Turcotte. Il n'est pas persuadé par ailleurs que les partis cherchent à remobiliser des électeurs «qui pourraient ne pas être de leur bord».

Il n'est pas impossible cependant d'intéresser à nouveau ces électeurs à la politique, affirme le rapport. Mais certaines conditions doivent être réunies. Il faudrait, par exemple, que ces désabusés sentent que «les politiciens au pouvoir sont à leur écoute et que la politique peut leur être utile au quotidien». On veut se sentir inclus, être capable de se faire entendre par les politiciens et la bureaucratie, voir les élus et le gouvernement faire preuve de plus de transparence, pouvoir juger les résultats et constater une réaction aux préoccupations de la population.

Ce ne sera pas simple. D'abord parce que les politiciens, toutes allégeances confondues, ont une énorme côte à remonter. Ils ont une piètre réputation auprès de tous les électeurs, qu'ils soient actifs ou inactifs. Et eux-mêmes souffrent de désillusion, a constaté Samara dans une étude antérieure réalisée auprès de députés ayant dix ans ou plus d'expérience. Ces élus allaient jusqu'à se sentir impuissants à changer les choses.

Le chemin à parcourir pour redonner vigueur à notre démocratie s'annonce long. Et, avec un gouvernement qui s'en moque, qui pense même que ce désabusement le sert et qui ne cherche qu'à mettre le Parlement au pas, plus tortueux que nécessaire. Malheureusement.